que le modèle du nouveau drapeau national sera présenté au Parlement, tous les honorables députés pourront se prononcer librement et que le rejet du modèle ne sera pas considéré comme un vote de défiance envers le gouvernement?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Lorsque le temps viendra de soumettre à la Chambre des communes la décision du gouvernement dans cette affaire, j'espère que tous les honorables députés se prononceront selon leur conscience et qu'il ne sera pas question de confiance ou de défiance envers un parti.

Mais le premier ministre a eu le temps par la suite d'y réfléchir plus mûrement. Certains membres de son personnel de propagande ont dû lui dire qu'il ne pouvait agir ainsi, car cela lui réserverait une autre défaite. Il ne fallait pas laisser ses adhérents libres de voter comme bon leur semblerait. Il fallait se montrer ferme. Il fallait imposer à tout prix le drapeau aux Canadiens, qu'il leur plaise ou non. Sinon, on vous accusera d'une autre retraite. De toute façon, lorsque le chef du Nouveau parti démocratique (M. Douglas) a encore soulevé cette question le 19 mai, comme on le trouve consigné à la page 3497 du *hansard*, M. Pearson avait changé d'idée. Voici le dialogue:

M. Douglas: J'aimerais demander au premier ministre s'il considère qu'on peut parler de vote libre, quand on menace les députés de l'arme puissante d'une élection?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, chaque fois que la Chambre a eu à se prononcer sur des questions de principe depuis que nous sommes au pouvoir, les députés ont dû voter sous la menace d'une élection. J'ai déjà signalé, et je crois qu'il convient de le bien préciser, que quand le gouvernement soumet au Parlement une question de principe—et il s'agit vraiment de question de principe—le gouvernement doit survivre ou tomber par suite de la décision de la Chambre.

Des voix: Bravo!

M. Crouse: Vous êtes heureux de la chose, n'est-ce pas? Puis, pour citer ensuite le premier ministre:

Nous avons, cependant, fait l'impossible et, pour ma part, j'ai tout mis en œuvre pour faire savoir aux membres de notre parti que dans une question aussi personnelle, aussi intimement liée à leur conscience et à leurs sentiments que celle d'un drapeau, un membre du parti libéral ne serait pas expulsé de son parti s'il décidait de voter contre le modèle soumis par le gouvernement.

Les honorables vis-à-vis savent au moins sur quoi ils peuvent compter. Ils savent que s'ils veulent voter suivant les dictées de leur conscience, du moins ils ne seront pas expulsés de leur parti. Mais permettez-moi de revenir à ce qu'a dit le très honorable représentant:

Il s'agit d'une question de principe... le gouvernement doit survivre ou tomber par suite de la décision de la Chambre.

Le premier ministre a présenté ce modèle de drapeau et a indiqué qu'à moins que la résolution dont nous sommes saisis ne reçoive l'appui de la majorité, il estimera que le vote est un vote de défiance à l'égard de son gou-

vernement et il plongera le pays dans d'autres élections fédérales. Seul le premier ministre dispose d'un pareil pouvoir. Pour le moment, lui seul peut annoncer des élections. S'il le fait, à mon avis, ce ne serait rien de moins qu'une élection née du dépit. S'il avait une majorité absolue pour l'appuyer à la Chambre des communes, peu importe le nombre des conservateurs, nous aurions le devoir de faire savoir à la Chambre ce que demande la population canadienne. Ce serait notre devoir et il faudrait nous en acquitter. S'il avait une majorité absolue, le premier ministre n'aurait qu'une alternative: imposer la clôture ou bien ajourner nos travaux et déclencher d'autres élections. Mais comme il est aujourd'hui en minorité, s'il déclenche des élections, ce ne serait rien d'autre qu'une élection née du dépit.

Voilà la menace. Voilà l'épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête des amis du gouvernement et aussi de tous les députés membres de cette Chambre: votez pour la résolution ou bien il y aura des élections. A mon avis, un vote sur la résolution proposée concernant le drapeau ne pourrait être un vote libre et ne pourrait donner un indice de la pensée de chaque député, peu importe où il siège à la Chambre, s'il est menacé par le premier ministre de la tenue d'autres élections fédérales au cas où la résolution ne serait pas adoptée. C'est du chantage politique, rien de moins. Certains Canadiens nous demandent d'être une opposition digne de confiance et de faire tout notre possible pour prévenir d'autres élections. Par ailleurs, ils nous demandent aussi de faire notre possible pour empêcher l'adoption du pavillon Pearson. Je demande au premier ministre s'il ne sait pas combien il est nécessaire d'améliorer la bonne entente aussi rapidement que possible parmi nos différents groupes raciaux, religieux et culturels? Ne sait-il pas qu'une grave scission menace aujourd'hui d'extirper les racines mêmes de l'arbre planté par les Pères de la Confédération, il y a presque un siècle?

En présentant la résolution concernant le drapeau, le premier ministre a suscité des dissensions de race entre les deux grandes ethnies qui ont fondé notre pays, dissensions qui font rétrograder d'un demi-siècle l'unité nationale. Je vous le demande, est-ce le prix que le parti libéral est disposé à payer son drapeau? Il me paraît bien évident que le parti libéral ne s'est pas rendu compte qu'il ne saurait abolir le pavillon rouge du Canada sans que des hommes se lèvent pour prendre sa défense.

En vertu d'un décret du conseil en date du 26 janvier 1924, le pavillon rouge a été consacré drapeau du Canada, emblème distinctif de notre pays. C'était il y a 40 ans, et le pavillon rouge a servi de drapeau distinctif à